

Les préparations pour le sommet OTAN ont commencé à Constanta.

L'expert britannique Jonathan Eyal : « UE n'est arrivée à aucun accord si le secteur énergétique est un marché normale ou stratégique dans lequel les gouvernements peuvent jouer un rôle. On doit avoir une liaison plus étroite entre OTAN et UE, mais, malheureusement, la Commission Européenne, qui a un mot important à dire dans ce domaine, n'est pas capable à penser dans des termes stratégiques. Des histoires, des évolutions et des stratégies récentes, des solutions possibles à une problématique dont le futur est indissoluble liée au futur de l'humanité, Kosovo, des infrastructures énergétiques et diplomatiques, cybersecurity, etc. Toutes ces sujets genreuse ont ramassé autour d'eux les participants à la **Conférence Internationale « La sécurité régionale, la sécurité énergétique et OTAN – des problèmes et des possibilités futures »**, événement organisé à Bucarest à l'Académie Navale « Mircea cel Bătrân » de Constanța, dans le cadre des activités avant le sommet OTAN de Bucarest.

« La géopolitique de l'énergie est en liaison étroite avec les évolutions récentes en ce qui concerne les acquisitions, les capacités de raffinement, transport et avec les investissements nouvelles.

La Roumanie essaie à supporter l'impact de ces évolutions mais cela dépend seulement des autorités si elles se décident d'ouvrir le secteur privé, pour que notre pays puisse avoir un rôle sur la scène de l'Europe. La Roumanie a été, il y a 100 ans, un grand joueur dans le domaine de l'énergie. Maintenant, on doit s'assurer, à travers un mixe énergétique, le nécessaire interne, et, en même temps, être capables de faire des offerts pour la coopération dans le domaine énergétique, y compris tout ce qu'il suppose. Cette stratégie suppose usuellement, plusieurs acteurs et une harmonie dans ce sens-la n'est pas toujours claire en ce qui nous concerne. C'est vrai que nous sommes seulement une partie d'un grand projet international. Mais, celui-ci est aussi le modèle de la pensée européenne » a déclaré le président de la conférence, directeur exécutif de la Fondation EURISC (European Institute for Risk, Security and Communication Management - n.r.). Dr. Liviu Mureșan, en précisant que les abordassions de la perspective des organisations non - gouvernementales, des problèmes de cette conférence peuvent être des excellents laboratoires d'idées. Le général Constantin Degeratu (conseiller présidentiel sur les problèmes de défense) a la même opinion. Il a mis en évidence le fait que « c'est une honneur pour la Roumanie d'accueillir ce sommet, surtout dans ce moment si important pour le paix et la sécurité du monde. Je crois que cette conférence peut offrir des solutions réelles pour les problèmes de la sécurité internationale »

Kosovo (en discussions) a Constanța

Dans le contexte de l'auto proclamation de l'indépendance de la province Kosovo et des transformations (in)attendu sur la scène politique du monde, le général Degeratu a déclaré que la sécurité des Balkans est un problème dont les racines sont plus anciennes. Ce qui se passé maintenant n'est pas une nouvelle, mais c'est un problème compliqué qui a force un moment décisive pour découvrir des solutions qui amènent a une stabilité au long terme. Il est aussi compliqué parce que les parties en conflit ne sont pas arrivées a un accord en ce qui concerne la modalité de résoudre ce problème, et les états membres OTAN ou UE sont maintenant, en première, à la recherché d'une solution, conditions dans lesquels il semble que les réglemmentations internationales n'aient pas réussi a se maintenir avec les événements de l'histoire. Mais, j'espérais qu'on va trouver une telle solution et, certainement, avant le sommet OTAN de Bucarest représentera un pas en avance dans cette direction. N'importe quelle solution on va trouver, elle doit être pacifique. Du point de vue juridique et politique rien n'est changé. La Roumanie est membre OTAN et elle va maintenir en ce contexte même, la position initialement adoptée » a déclaré encore le conseiller présidentiel sur des problèmes de Défense. Dr. Liviu Mureșan, a expliqué lui aussi que, le procès Kosovo est un expérimente auquel nous assistons et envers duquel il est normalement d'avoir une position « On doit voir ce les implications de ce processus signifient pour les deux constructions dont on fait partie, UE et OTAN. C'est moi que, sur plan international, il y existe un degré d'instabilité mais nous sommes membres OTAN et il est important que, dans le cadre UE, s'est respecte la position de la Roumanie ». Le plus réserve opinion appartient au secrétaire général du Ministère de la Défense Nationale, Georgeta Gavrilă, qui s'est limitée a affirmer que, en ce qui concerne « la stagnation des troupes roumaines en Kosovo, le décision est politique. Ayant en considération ce qui se passe en Kosovo je crois que la sécurité en Balkans sera influencée. C'est pour la première fois quand OTAN se confronte, en terrain, avec une situation spéciale et nous espérons que les efforts des pays membres, leur engagement, seront conformes au moment. Le Parlement de Pristina a déclaré dimanche, unilatéralement, l'indépendance de la province Kosovo envers Serbie.

Le Parlement de la Roumanie a adopté, lundi soir, la déclaration concernant le fait qu'elle ne reconnaîtra pas l'indépendance de Kosovo, ayant en considération que les conditions pour la reconnaissance de la nouvelle entité ne sont pas accomplies.

La Roumanie en péril nucléaire ?

L'un des risques de sécurité énergétique dont on a discuté dans le cadre de la Conférence Internationale « La sécurité régionale, la sécurité énergétique et OTAN – des problèmes et des possibilités futures » est la centrale nucléaire de Balene en Bulgarie qui sera construite avec la même technologie utilisée à Cernobil. « Nous avons des raisons à croire que la Russie n'a pas développé sa technologie nucléaire des '86 jusqu'à nos jours. L'emplacement de la centrale nucléaire dans une zone à grand risque sismique et à 150 km de Bucarest représenterait un risque de sécurité énergétique pour la Roumanie, a dit le général Degeratu. Vladimir Putin a signé, en janvier, pendant sa visite à Sophie, un accord énergétique qui dit qu'une centrale nucléaire suivra être construite en Belene.

« Ne considérons pas OTAN une solution aux toutes les problèmes »

Officier de liaison au quartier général d'OTAN, spécialiste en sécurité énergétique, Knut Kirste a déclaré : « Au sommet de Riga, OTAN a reçu un mandat clair d'analyser les menaces adressées à la sécurité énergétique et d'offrir des réponses. Mais si on regarde avec attention, la déclaration de Riga limite le rôle d'OTAN à la sécurisation de l'infrastructure énergétique. Les discussions concernant le rôle OTAN dans la sécurité énergétique sont dans leur point culminant. On n'a pas encore formulé une politique dans ce sens-là. On espère qu'au sommet de Bucarest on puisse voir plus clairement qu'est ce qu'il se passera. Mais on doit être attentifs, ne regardons pas OTAN comme solution miracle à toutes les problèmes ». En se rapportant concrètement aux solutions qu'OTAN pourrait offrir, l'officiel a dit que « l'échange d'informations entre les états membres peut aider à l'évaluation des risques, en mentionnant que « en ce qui concerne la capacité militaire de sécuriser l'infrastructure énergétique on verra dans quelle mesure les alliées désirent faire cela. Mais on ne devrait pas militariser la discussion, et OTAN doit travailler dans une coordination étroite avec UE et AIEA (...) qui ont chacune des attributions spécifiques dans le domaine énergétique.

UE n'a pas une vision stratégique, et la Moscovie veut diviser l'Europe.

Il y avait aussi des voix qui, avec une sincérité maximale, ont attiré l'attention sur la stratégie de Moscovie de diviser l'Europe du point de vue énergétique et sur le fait qu'UE est manquée de vision stratégique. L'expert Alexandros

Petersen du centre d'études stratégiques et internationales de Grand Bretagne a été celui qui a fait la distinction entre les moyens qu'on aborde la situation : « en temps que les européens discutent le rôle qu'OTAN doit jouer dans la sécurité énergétique, le Gazprom actionne en Europe ». L'expert britannique parle aussi sur le contrôle obtenu par Gazprom sur le terminal énergétique Autriche de Baumgarten, des conduites North Stream et South Stream qui minent les intérêts de la Pologne, respectivement le projet Nabucco soutenu par UE et Les Etats-Unis, sur l'acquisition de la compagnie serbe NIS par Gazprom a un prix beaucoup plus petit que celui du marché et sur l'accord énergétique signé par Russie avec Bulgarie pour la conduite South Stream et la centrale de Balne. Il a aussi affirmé que « Tout fait partie d'une stratégie reconnue par Moscou de diviser l'Europe du point de vue géopolitique et sécurité énergétique. À son tour, un autre expert britannique, de Royal United Services Institutes, Jonathan Eyal, critiquait la manque de coordination et de vision stratégique d'UE. « Le problème est qu'une grande partie du cadre légitime européen pour Les Etats-Unis est établi par La Commission Européenne. UE n'est arrivée à aucun accord si le secteur énergétique est un marché normale ou un marché stratégique, dans lequel les gouvernements peuvent jouer un rôle. On doit avoir un liaison plus étroite entre OTAN et UE, mais, malheureusement, La Commission Européenne, qui a un opinion importante dans ce domaine, n'est pas capable de penser en termes stratégiques » a-t-il déclaré.

(Matériaux tiré intégralement du journal « Telegraf » - Constanța).